

**IDEES & DEBATS****LE POINT  
DE VUE**

d'Etienne Wasmer

# Ce tsunami qui menace notre enseignement supérieur

**U**n Livre blanc de l'enseignement supérieur et de la recherche vient d'être remis aux ministres concernés. Ce document arrive fort à propos. Car le centre de gravité mondial des universités se déplace à grande vitesse, vers l'Asie. Au point que nous allons être submergés dans moins d'une décennie par l'arrivée de centaines de millions de travailleurs des classes moyennes supérieures formés partout dans le monde, pendant que nous baignons dans une douce quiétude. Le ministre de l'Enseignement supérieur se félicite ainsi, sur son site, de son action : « *Les étudiants dans l'enseignement supérieur en France métropolitaine et dans les départements d'outremer n'ont jamais été aussi nombreux : 2.470.700 à la rentrée 2014. Leur nombre a continué à progresser (+ 1,6 % en un an, soit plus de 38.400 étudiants supplémentaires).* »

En 2013, selon la Banque mondiale, la Chine formait 34 millions d'étudiants, l'Inde 28 millions, les Etats-Unis près de 20 millions, soit 8 fois plus que la France qui n'est pourtant que 5 fois plus petite. La France se compare bien au reste de l'Europe, mais l'Europe perd du terrain. De nouveaux géants apparaissent : le Brésil compte 3 fois plus d'étudiants que la France, l'Indonésie en compte 6 millions. On aimerait se rassurer en se disant que la France forme une fraction plus grande de sa population que la Chine ou l'Inde. Mais ce n'est pas la fraction formée qui compte, c'est, en matière de recherche, de découvertes, d'innovation et de brevets, le nombre et même une puissance de ce nombre : l'innovation est plus que proportionnelle au

nombre de diplômés. Et les évolutions sont spectaculaires. En 2000, les Etats-Unis étaient encore le premier « producteur d'étudiants » avec 13,2 millions d'inscrits. La Chine ne comptait « que » 7 millions d'étudiants, l'Inde « seulement » 9,4 millions. La France était à 2 millions. Nous avons donc fait croître ce chiffre de 1,6 % par an de 2000 à 2013, quand les Etats-Unis l'ont fait de 2,8 % par an, que l'Inde a triplé sa population étudiante et que la Chine l'a quintuplée.

Non seulement les chiffres de hausse de l'enseignement supérieur nous sont défavorables, mais ils masquent la réa-

**La Chine forme 15 fois plus  
d'étudiants que la France.**

**Notre offre d'actifs  
qualifiés augmente peu,  
et doit en plus faire  
face à des départs.**

lité de l'échec massif en premier cycle. Pis, non seulement notre offre d'actifs qualifiés augmente peu, mais nous faisons face à des départs.

Les actifs qualifiés qui quittent la France sont en augmentation. Comme une note récente du Conseil d'analyse économique l'a souligné, nous offrons des études gratuites à des diplômés qui quittent la France. Et nous paierons pour leurs dépenses de santé et l'éducation de leurs enfants après qu'ils auront mené une belle carrière à l'étranger, dans un déséquilibre fiscal généreux et unique

au monde. Les Etats-Unis ont financé l'expansion de leur système universitaire (et le réseau économique, diplomatique et politique qui va avec) grâce aux frais de scolarité payés par les classes moyennes émergentes. Le Golfe, Singapour, la Corée, la Chine investissent massivement dans la qualité et il n'est plus rare de voir des offres faites à des chercheurs qui triplent voire quintuplent leur salaire, non pas aux Etats-Unis mais dans ces nouvelles zones de recherche.

Bref, nous allons faire face à un tsunami. La France et d'autres pays européens sont perçus, par ces dizaines de millions de diplômés dans le monde, comme une grande zone touristique, un endroit où il est chic de faire du shopping. Il est désormais trop tard pour espérer rattraper le retard. Soyons-en au moins conscients. Il faut, pour préserver le modèle social, rendre prioritaires les dépenses d'innovation et multiplier par cinq l'effort de recherche et de formation pour que ce qui reste de valeur ajoutée dans la production ne disparaisse pas. Du reste, à force de sous-investir dans l'enseignement supérieur et la recherche, on forme des salariés inquiets, peu mobiles, plus fragiles aux évolutions liées à la robotisation et aux algorithmes d'optimisation. Les élites sont vilipendées, mais, même si elles restent au pouvoir, elles seront de toute façon les prochaines victimes de cette mondialisation de la formation universitaire.

**Etienne Wasmer** est professeur à Sciences po et codirecteur du Liepp (Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques).